



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

COMMENT RELANCER L'ÉCONOMIE IRANIENNE APRÈS LA GUERRE ?

Thierry Coville / Chercheur à l'IRIS,
spécialiste de l'Iran

Mai 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Thierry Coville / Chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Iran

Thierry Coville est chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Iran. Docteur en sciences économiques, il effectue depuis près de 20 ans des recherches sur l'Iran contemporain et a publié de nombreux articles et plusieurs ouvrages sur ce sujet. Il travaille également sur la problématique des économies pétrolières.

Ce papier est basé sur l'intervention de l'auteur prononcée lors de la conférence organisée conjointement par l'Académie géopolitique de Paris et le Centre d'études supérieures internationales de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Téhéran sur « L'Iran et les évolutions récentes : approches juridiques et géopolitiques de la guerre et de ses conséquences régionales », le 20 mai 2026 en visioconférence.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La guerre lancée en février 2026 par les États-Unis et Israël, au-delà de son aspect illégal par rapport au droit international, a conduit à de multiples destructions en Iran. Outre les infrastructures militaires, de nombreuses infrastructures civiles telles que des usines, des logements, des universités, des écoles ont été atteints. Les autorités iraniennes estiment le coût de ces destructions à près de 270 milliards de dollars. Parallèlement, se pose la question de la relance de l'économie iranienne après cette guerre¹ sachant que la situation macroéconomique, déjà dégradée avant ce conflit, va continuer à se détériorer cette année, notamment du fait de cette guerre : d'après le FMI, la baisse du PIB (-1,5 %) en 2025, devrait s'accroître en 2026 (-6,1 %) et l'inflation déjà élevée en 2025 (+50,9 %) pourrait accélérer et atteindre 68,9 % en 2026².

Dans un premier temps, les plans de relance de l'économie iranienne, tels qu'ils sont discutés dans la presse iranienne, seront présentés. Dans un second temps seront mises en évidence les incertitudes liées à ces plans. Enfin, seront formulées des recommandations à intégrer à tout projet de redémarrage de l'économie.

LA DESCRIPTION DES PROGRAMMES DE RELANCE ÉCONOMIQUE APRÈS LA GUERRE

Le quotidien proche des milieux d'affaires en Iran, *Donia Eqtesad*, a plusieurs fois évoqué la question d'une relance économique à mener à l'issue du conflit, avançant un plan en deux phases. D'une part, un plan à court terme impliquant une stabilisation de l'environnement macroéconomique avec un ralentissement de l'inflation et un maintien du taux de change. Il est également important de protéger les groupes sociaux directement affectés par ce conflit, en particulier les chômeurs³, les entreprises et les classes sociales défavorisées. Parallèlement, il faudra rétablir l'accès général à Internet. D'autre part, un plan à long terme, dont l'objectif serait de procéder à une libéralisation de l'économie iranienne à travers une privatisation et

² Il s'agit des estimations et prévisions du FMI pour respectivement 2025 et 2026.

³ Les autorités iraniennes considèrent que près de 2 millions de personnes ont perdu leur emploi du fait de ce conflit.

un recul du poids de l'État dans l'économie⁴, la diminution des subventions sur les prix, et l'ouverture aux investissements directs étrangers (IDE).

LES INCERTITUDES LIÉES À CE PROGRAMME DE RELANCE

Contexte géopolitique

La plus importante des incertitudes concerne l'éventualité d'un accord diplomatique avec les États-Unis qui intégrerait une levée des sanctions américaines contre l'Iran. La probabilité d'un tel accord existe puisque l'on évoque aujourd'hui la signature d'un protocole d'accord pour donner un cadre à ces négociations, mais il est évident que de multiples interrogations subsistent. Une autre incertitude concerne le type de relations qui va s'établir après le conflit entre l'Iran et les Émirats arabes unis qui jouaient jusqu'à aujourd'hui un rôle important dans le commerce extérieur iranien.

Contexte politique en Iran

On ne sait pas aujourd'hui s'il y aura un consensus politique en Iran pour libéraliser l'économie iranienne. D'un côté, il faut prendre en compte le choc psychologique auquel ont conduit ces deux guerres successives en Iran. Ce n'est pas un hasard si la nécessité d'un « changement de paradigme », impliquant de meilleures relations avec l'Occident et une démocratisation en interne, est de plus en plus évoquée dans les débats médiatiques en Iran. En outre, on peut considérer que certains courants politiques proches du président Massoud Pezeshkian ou du président du Parlement, Mohamad Baqer Qalibaf, pourraient être en faveur d'une telle politique économique. Cependant, il faut également se rappeler que, depuis la révolution, il n'y a jamais eu de consensus politique en Iran pour libéraliser l'économie.

La politique de stabilisation macroéconomique à court terme

La principale cause de l'inflation élevée qui affecte depuis près de 15 ans l'économie iranienne est l'existence d'un déficit budgétaire financé par la création monétaire, ce qui entraîne ces tensions sur les prix. Or, le déficit budgétaire devrait encore progresser en 2026, du fait de la

⁴ On peut estimer que les secteurs public et parapublic (fondations révolutionnaires et Gardiens de la Révolution) contrôlent près de 80 % de l'économie iranienne.

hausse prévisible des dépenses militaires et des dépenses d'ordre social visant à protéger les groupes sociaux affectés par la guerre et le recul des recettes fiscales induit par la récession en cours. Dans ces conditions, cette hausse prévisible du déficit budgétaire devrait entraîner une accélération de la création monétaire et de l'inflation en 2026. Se pose à nouveau ici la question de l'éventuelle levée des sanctions américaines sur l'Iran et de la levée du blocus sur les ports iraniens, puisque depuis 2018, l'embargo pétrolier réimposé par les États-Unis contre l'Iran prive le gouvernement iranien d'une partie non négligeable de ses recettes budgétaires. En avril 2026, les exportations pétrolières de l'Iran ont atteint près de 1 million de barils par jour, alors qu'elles atteignaient un peu plus de 2 millions de barils par jour début 2018 avant la sortie de Donald Trump de l'accord sur le nucléaire de 2015 et la réimposition des sanctions américaines. Or, les recettes pétrolières représentaient en 2016, l'année où les sanctions américaines ont été levées, près du tiers des recettes de l'État.

La politique de libéralisation économique à long terme

Cette politique de libéralisation économique ne pourra être appliquée tant que le système bancaire iranien n'aura pas été restructuré. Or, ce type de politique qui impliquera la recapitalisation de nombreuses banques sera très coûteux pour les finances publiques. Mais surtout, ces mesures de libéralisation économique vont intervenir dans un environnement marqué par de très fortes tensions sociales induites par une inflation proche de 40 % depuis près de 15 ans. Toute décision en matière de libéralisation économique devra tenir compte des possibles répercussions sociales et politiques : il suffit de se rappeler des manifestations de protestation induites par la diminution des subventions sur le prix de l'essence en 2019. Enfin, on peut estimer qu'il n'est pas possible d'entreprendre une véritable ouverture de l'économie iranienne en interne et dans ses relations avec le reste du monde, tant qu'il n'y aura pas une certaine normalisation des relations diplomatiques avec les États-Unis. On en revient ici aux incertitudes liées à l'éventualité d'un accord diplomatique, incluant les principaux éléments de contentieux, comme le nucléaire, entre l'Iran et les États-Unis.

LES ÉLÉMENTS IMPORTANTS D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Il semble que cette politique de relance devrait s'orienter vers une privatisation graduelle de l'économie iranienne. Cette dernière possède un véritable atout à travers l'existence d'un secteur privé constitué de véritables entrepreneurs. Il existe notamment un énorme potentiel en Iran dans les milliers de PME familiales qui ont réussi à développer leur activité dans un environnement difficile marqué par les nationalisations opérées après la guerre, le poids du secteur parapublic, les sanctions, les guerres, etc. Ces entreprises, pour peu qu'elles bénéficient d'un environnement favorable, pourraient répondre à la nécessité de créer plus d'emplois, notamment pour les jeunes diplômés, et améliorer la compétitivité de l'économie. Un poids plus important du secteur privé pourrait également permettre de réduire la taille des activités de recherche de rentes qui pèsent sur l'efficacité du système économique.

Il faudrait cependant pour cela, outre le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, que les autorités iraniennes arrivent à augmenter le degré de « confiance verticale » entre les acteurs du secteur privé et les institutions publiques. En effet, cette « confiance » est très faible dans le sens où la majorité des dirigeants d'entreprises privées considèrent que ces institutions publiques sont inefficaces et ne travaillent que pour certains groupes socio-politiques. Or, cette faible confiance verticale conduit de nombreuses PME à mener des stratégies pour « passer sous les radars » de l'État, ce qui explique notamment pourquoi elles n'investissent pas assez et restent de petite taille.

Autre élément important de la politique de relance, le secteur privé devrait également être impliqué de manière décisive au processus de planification de l'État, ce qui pourrait avoir un impact économique et même politique positif à terme.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.